

## Commission paritaire pour la marine marchande Convention collective de travail du 22.10.2015

*Accord cadre concernant la fixation des conditions de rémunération des officiers d'état-major inscrits au Pool, tel que visé à l'article 1bis, 1° de l'Arrêté-loi du 7 février 1945 et occupés par une société belge sur une base d'« equal terms »*

La présente convention collective de travail s'applique:

- aux employeurs des entreprises dont l'activité ressortit à la Commission paritaire pour la marine marchande et qui adhèrent à la présente convention collective de travail par le biais de l'acte d'adhésion ci-joint (annexe 1) pour les navires définis en annexe ;
- à tous les officiers d'état-major, à savoir capitaines, 1<sup>ers</sup> officiers, 1<sup>ers</sup> et 2<sup>ds</sup> mécaniciens et officiers automatisation inscrits au Pool tel que visé à l'article 1bis, 1° de l'Arrêté-loi du 7 février 1945 et occupés par une société belge dans les liens d'un contrat de travail sur une base d'« equal terms » sur des navires pour lesquels l'armateur a introduit un acte d'adhésion au présent accord cadre.

La présente convention ne s'applique pas aux prestations de stand-by, ni aux prestations y assimilées.

Sont exclus de la présente convention collective de travail:

- les employeurs et les marins des entreprises exploitant des navires opérant principalement dans le domaine *shortsea* et qui ont adhéré pour ces navires à la convention collective de travail du 14 décembre 2005 concernant les marins inscrits au Pool des marins et qui sont occupés à bord de navires *shortsea* battant pavillon belge ;
- les employeurs et les marins des entreprises qui exploitent des remorqueurs, dont l'activité de remorquage exercée consiste en du « transport maritime » ;
- les employeurs et les marins des entreprises qui exploitent des navires de mer commerciaux qui transportent exclusivement des passagers, avec un maximum de 12 passagers ;
- les employeurs et les marins des entreprises qui exploitent des navires de mer dont les activités consistent en des travaux de dragage.

**Art. 1<sup>er</sup>**

À l'exception des articles 2, 3, 4, 11, 12, 13, 14, 15 et 16, toutes les autres dispositions de la convention collective de travail du 22 octobre 2015 conclue en Commission paritaire pour la marine marchande, pour les officiers inscrits au Pool tel que visé à l'article 1bis, 1° de l'Arrêté-loi du 7 février 1945 et occupés par une société belge et de la convention collective de travail du 8 mai 2003 conclue au sein de la Commission paritaire pour la marine marchande, relative aux dispositions communes à la convention collective de travail pour officiers et subalternes inscrits au Pool belge des marins de la marine marchande, occupés par une société belge, sont d'application.

**Art 2.** Par mois effectivement presté, les capitaines et officiers ont droit :

- a) aux gages standards visés à la colonne 1 des barèmes salariaux ci-joints (annexe 2) ;
- b) au *lumpsum* mer visé à la colonne 6 des barèmes salariaux ci-joints (annexe 2).

Le *lumpsum* mer comprend:

- les jours de semaine (du lundi au vendredi inclus) : toutes les heures effectivement prestées qui dépassent la limite journalière de 8 heures effectivement prestées;
  - les samedis: toutes les heures effectivement prestées;
  - les quarts de sécurité en mer aux salles de machines sans présence permanente (UMS): si pour les salles de machines sans présence permanente, un mécanicien est désigné pour descendre en cas d'alerte et de contrôle obligatoire, l'indemnité y associée est reprise dans le *lumpsum* mer. Le mécanicien concerné doit être qualifié.
- c) Vacances : à savoir 98 % des gages standards. Ceci comprend les congés payés légaux, les heures prestées les dimanches et jours fériés, les congés supplémentaires et les congés conventionnels.
  - d) Indemnité uniforme: si l'employeur prescrit le port d'un uniforme aux officiers, il leur sera octroyé à cet effet une indemnité mensuelle de 90,57 EUR. Cette indemnité sera indexée annuellement selon la formule prévue à l'annexe 3 de la présente convention collective de travail.
  - e) Brevet : les officiers possédant un certificat STCW supérieur à celui requis pour le grade qu'ils occupent à bord ont droit à une indemnité de 120,00 EUR par mois. Cette prime sera indexée annuellement selon la formule mentionnée à l'annexe 3 à la présente convention collective de travail.

**Force majeure**

Ne donnent pas lieu au paiement d'une indemnité quelconque, les travaux :

- en rapport avec la sécurité du navire, de la cargaison ou des personnes embarquées;
- en vue de porter secours à d'autres navires ou à d'autres personnes en détresse;
- en relation avec les exercices d'incendie ou d'embarcations et exercices similaires du genre de ceux prescrits par des conventions internationales;
- en relation avec les formalités douanières, la quarantaine ou d'autres formalités sanitaires;

- en rapport avec la détermination de la position du navire et toute autre observation météorologique;
- en rapport avec la relève des quarts;
- en rapport avec la protection de l'environnement et les exercices nécessaires à ce but.

**Art. 3.** Le système « equal terms » prévoit des périodes proportionnelles de navigation et de congé. La durée contractuelle du voyage est fixée par l'employeur en fonction du domaine commercial du navire d'emploi en respectant un maximum de quatre (4) mois.

**Art. 4.** Après quatre (4) mois ininterrompus à bord, l'employeur ou l'officier peut mettre fin à la durée contractuelle du voyage dans n'importe quel port disposant de facilités raisonnables de transport. Dans les deux cas, le marin a droit au rapatriement à charge de l'employeur, y compris le transport de ses bagages personnels avec un maximum de 40 kg. Au cas où soit l'employeur, soit l'officier désire mettre fin à la durée contractuelle du voyage, en application des dispositions précitées, il doit en informer l'autre partie deux (2) semaines au moins avant l'arrivée dans le premier port où le navire fera escale.

Si la période de quatre (4) mois expire dans un port non européen et que le navire est attendu dans un port européen dans le mois, l'employeur peut prolonger la durée contractuelle du voyage jusqu'à l'arrivée dans un port européen.

Si, avant l'expiration de la période de quatre (4) mois, le navire fait escale dans un port européen et repart vers un port non européen, il peut être mis fin à la durée contractuelle du voyage après trois (3) mois et les dispositions de l'alinéa 1<sup>er</sup> en matière de préavis, frais de rapatriement et bagages s'appliquent.

Si la période de quatre (4) mois ininterrompus est dépassée de plus de deux (2) semaines à la demande de l'employeur, la rémunération de base mentionnée en colonne 1 des barèmes ci-joints est majorée de 10% à compter du 135<sup>e</sup> jour civil.

**Art. 5.** Chaque jour de navigation rémunéré donne droit à un jour civil de vacances. Les vacances sont prises en jours pleins dans le système des 7 jours sans que le nombre de jours de congé puisse excéder le nombre de jours de navigation effectivement payés.

De cette façon, l'employeur respecte toutes ses obligations légales en matière de congés, jours fériés et vacances annuelles.

**Art. 6.** L'acte d'adhésion, dont modèle en annexe, doit être transmis par courrier recommandé par l'employeur au Président de la Commission paritaire pour la marine marchande et prend cours à la date de l'avis positif unanime de la commission paritaire.

À défaut d'avis de la Commission paritaire pour la marine marchande dans les 30 jours de la réception de l'acte d'adhésion, ce dernier est réputé être approuvé.

**Art. 7.** La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1.11.2015 et est conclue pour une durée indéterminée. Elle remplace :

- la convention collective de travail du 8 mai 2003 (enregistrée le 4.09.2003 sous le n°67331) ;
- la convention collective de travail du 24 octobre 2011 (enregistrée le 14.11.2011 sous le n°106863).

Chacune des parties signataires peut la dénoncer moyennant le respect d'un délai de préavis de six mois.

Cette dénonciation est notifiée par lettre recommandée à la poste et adressée au Président de la Commission paritaire pour la marine marchande et à chacune des parties signataires. Le délai de six mois prend cours à partir de la date à laquelle la lettre recommandée est envoyée au Président.

**Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale**  
**Administration des Relations collectives de travail**

**COMMISSION PARITAIRE POUR LA MARINE MARCHANDE**

ACTE D'ADHÉSION À LA CCT DU 22 OCTOBRE 2015 FIXANT LES CONDITIONS DE RÉMUNÉRATION DES OFFICIERS D'ÉTAT-MAJOR INSCRITS AU POOL, TEL QUE VISÉ À L'ARTICLE 1BIS, 1° DE L'ARRÊTÉ-LOI DU 7 FÉVRIER 1945 ET OCCUPÉS PAR UNE SOCIÉTÉ BELGE SUR UNE BASE « D'EQUAL TERMS »

L'entreprise :

située à :

N° BCE / TVA :

inscrite à la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins

adhère par le présent acte à la CCT du 22.10.2015 fixant les conditions de rémunération des officiers d'état-major inscrits au Pool, tel que visé à l'article 1bis, 1° de l'Arrêté-loi du 7 février 1945 et occupés par une société belge sur une base d'« equal terms » pour les navires suivants:

.....  
 .....  
 .....  
 .....  
 .....

L'entreprise s'engage à respecter strictement toutes les dispositions de cette convention.

Fait à .....

Signature .....

Nom, prénom et fonction .....  
 du signataire

*Case réservée à l'administration*

La Commission paritaire pour la marine marchande a pris connaissance de la demande d'adhésion ci-dessus et a rendu un avis positif unanime en sa séance du.....

Le Président de la Commission paritaire pour la marine marchande

## NIEUWE LOONSTRUCTUUR



Koninklijke  
BELGISCHE  
REDERS  
vereniging



Union  
Royale des  
ARMATEURS  
BELGES

## OFFICIEREN - EQUAL TERMS 1.11.2015

CARGO			1	2	3	4	5	6
			Basisloon	uurloon	150%	Zondag 8U	Zondag 9U	Lumpsum zee
<b>KAPITEIN</b>								
	-3000 Brt		4.175,14	24,70		24,70		3.348,00
	-9000 Brt		5.063,80	29,96		29,96		3.856,11
	+9000 Brt		5.989,32	35,44		35,44		4.383,83
<b>1e WTK</b>								
	-3001 Kw		3.991,56	23,62		23,62		3.220,06
	-5000 Kw		4.837,91	28,63		28,63		3.704,13
	+5000 Kw		5.719,52	33,84		33,84		4.206,16
<b>1e OFF/2e WTK/AUTOM.OFF</b>								
	-3000 Brt	-3001 Kw	3.266,86	19,33		19,33		2.957,80
	-9000 Brt	-5000 Kw	3.769,62	22,31		22,31		3.343,46
	+9000 Brt	+5000 Kw	4.271,55	25,28		25,28		3.724,94
<b>TANKERS</b>								
<b>KAPITEIN</b>								
	-3000 Brt		4.560,44	26,98		26,98		3.309,73
	-9000 Brt		5.537,97	32,77		32,77		3.809,84
	+9000 Brt		6.556,04	38,79		38,79		4.327,97
<b>1e WTK</b>								
	-3001 Kw		4.358,51	25,79		25,79		3.195,40
	-5000 Kw		5.289,49	31,30		31,30		3.659,17
	+5000 Kw		6.259,26	37,04		37,04		4.153,67
<b>1e OFF/2e WTK/AUTOM.OFF</b>								
	-3000 Brt	-3001 Kw	3.561,34	21,07		21,07		2.928,88
	-9000 Brt	-5000 Kw	4.114,37	24,35		24,35		3.309,35
	+9000 Brt	+5000 Kw	4.666,49	27,61		27,61		3.685,72

**Diplomavergoeding**

De officieren die een hoger STCW certificaat bezitten dan vereist voor de rang die ze bekleden, krijgen hiervoor een vergoeding ten belope van 120,00 € per maand uitgekeerd.

**Uniform**

Indien de rederij het dragen van een uniform voorschrijft aan de officieren, zal hen hiervoor een maandelijkse vergoeding van 90,57 € per maand uitgekeerd.

FORMULE DE L'AUGMENTATION ANNUELLE DE L'INDICE DES ALLOCATIONS

1. L'indice santé du mois de janvier de l'année en cours est déduit de l'indice santé du mois d'octobre de l'année en cours.

$$\begin{array}{r} \text{Indice santé octobre} \\ - \text{ Indice santé janvier} \\ \hline (x) \end{array}$$

2. Ce résultat est ensuite ramené à 12 mois :

$$\frac{(x) \times 12 \text{ mois}}{10 \text{ mois}} = (y)$$

L'augmentation totale de l'indice pour l'année écoulée est ainsi connue (y).

3. L'augmentation totale de l'indice doit ensuite être exprimée en un pourcentage par lequel l'allocation doit être majorée, à commencer par le mois de janvier de l'année suivante:

$$\frac{(y) \times 100}{\text{Indice santé de janvier de l'année en cours}} = \% \text{ de l'augmentation de l'indice de l'année en cours}$$

-----

## Paritair Comité voor de koopvaardij

### Collectieve arbeidsovereenkomst van 22.10.2015

Raamakkoord aangaande de vaststelling van de loonsvoorwaarden voor stafofficieren ingeschreven op de Poollijst zoals bedoeld in artikel 1bis, 1° van de Besluitwet van 7 februari 1945 en tewerkgesteld door een Belgische Maatschappij op een “equal terms” basis.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op :

- de werkgevers van de ondernemingen waarvan de activiteit tot de bevoegdheid van het paritair comité voor de koopvaardij behoort en die voor de schepen bepaald in de bijlage toetreden tot deze collectieve arbeidsovereenkomst door middel van de in bijlage gevoegde toetredingsakte (Bijlage 1).
- alle stafofficieren, zijnde kapiteins, 1e officieren, 1e en 2e werktuigkundigen en automatisatie-officier ingeschreven op de Poollijst zoals bedoeld in artikel 1bis, 1° van de Besluitwet van 7 februari 1945, en door een Belgische maatschappij tewerkgesteld door middel van een arbeidsovereenkomst voor “equal terms” – dienst op de schepen waarvoor door de reder een toetredingsakte tot dit raamakkoord werd ingediend.

Deze overeenkomst is niet van toepassing op stand-by prestaties en hiermee gelijkgestelde prestaties.

Zijn uitgesloten van deze collectieve arbeidsovereenkomst :

- De werkgevers en de zeevarenden van de ondernemingen die zeeschepen uitbaten die hoofdzakelijk opereren in de shortsea en die voor die schepen zijn toegetreden tot de collectieve arbeidsovereenkomst van 14 december 2005 aangaande de zeevarenden ingeschreven in de Pool der Zeelieden en die worden tewerkgesteld op shortsea schepen die de Belgische vlag voeren.
- De werkgevers en de zeevarenden van de ondernemingen die sleepboten exploiteren, waarvan de verrichte sleepactiviteit “zeevervoer” is.
- De werkgevers en de zeevarenden van de ondernemingen die commerciële zeeschepen exploiteren die uitsluitend passagiers vervoeren met een maximum van 12 passagiers.
- De werkgevers en de zeevarenden van de ondernemingen die zeeschepen exploiteren waarvan de verrichte activiteiten baggerwerken zijn.



**Art. 1.**

Met uitzondering van artikel 2 3, 4, 11, 12, 13, 14, 15,16 zijn alle andere bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst van 22.10.2015 gesloten in het Paritair Comité voor de koopvaardij, voor officieren ingeschreven op de Poollijst zoals bedoeld in artikel 1bis, 1° van de Besluitwet van 7 februari 1945 en tewerkgesteld door een Belgische maatschappij en de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 mei 2003 gesloten in het Paritair Comité voor de koopvaardij, betreffende de gemeenschappelijke bepalingen aan de collectieve arbeidsovereenkomst voor officieren en scheepsgezellen ingeschreven in de Belgische Pool der Zeelieden ter koopvaardij tewerkgesteld door een Belgische maatschappij van toepassing.

**Art. 2.** Per effectief gepresteerde maand hebben de kapiteins en officieren recht op

- a) het basisloon vermeld in kolom 1 van de hierbij gevoegde loonschalen (Bijlage 2)
- b) de lumpsum zee vermeld in kolom 6 van de hierbij gevoegde loonschalen (Bijlage 2).  
De lumpsum zee omvat:
  - op wekdagen (van maandag tot en met vrijdag) alle effectief gepresteerde uren die de dagelijkse grens van 8 effectief gepresteerde uren overschrijden;
  - op zaterdagen: alle effectief gepresteerde uren.
  - Veiligheidswachten onbemande machinekamer op zee (UMS): Indien in een onbemande machinekamer een werktuigkundige wordt aangeduid om in geval van alarm en opgelegde controle, een prestatie te leveren dan is de vergoeding hiervoor opgenomen in de lumpsum zee. De betreffende werktuigkundige moet gekwalificeerd zijn.
- c) Het verlof zijnde 98 % van het basisloon. Dit omvat het wettelijk betaald verlof, de gepresteerde uren op zon- en feestdagen, het extra verlof en het conventioneel verlof.
- d) Uniformvergoeding: Indien de werkgever het dragen van een uniform voorschrijft aan de officieren zal hen hiervoor een maandelijkse vergoeding van 90.57 EUR worden verleend. Deze vergoeding zal jaarlijks geïndexeerd worden volgens de formule vermeld in bijlage 3 aan onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst.
- e) Brevet: De officieren die een hoger STCW certificaat bezitten dan vereist voor de rang die zij bekleden, krijgen hiervoor een vergoeding van 120,00 EUR per maand uitgekeerd. Deze premie zal jaarlijks geïndexeerd worden volgens de formule vermeld in bijlage 3 aan onderhavige arbeidsovereenkomst.

Overmacht :

Er wordt geen bijkomende vergoeding betaald voor arbeid:

- In verband met de veiligheid van het schip, de lading en de ingescheepte personen;
- In verband met het verlenen van hulp aan andere in nood zijnde schepen of personen;
- In verband met brandweer, sloep- en alle gelijkaardige oefeningen die door de internationale conventies zijn voorgeschreven;
- In verband met formaliteiten voor tol, quarantaine en medische aangelegenheden;

- In verband met het bepalen van het bestek van het schip en alle andere meteorologische observaties;
- In verband met het aflossen van de wachtten;
- In verband met de milieubescherming en de oefeningen hiervoor.

Art. 3. Het equal terms systeem voorziet in evenredige periodes van vaart en verlof. De contractuele reisduur wordt door de werkgever bepaald afhankelijk van het handelsgebied van het schip van tewerkstelling met inachtneming van een maximum van vier (4) maanden.

Art. 4. Na vier (4) ononderbroken maanden aan boord mag de contractuele reisduur door de werkgever of door de officier beëindigd worden in gelijk welke haven met redelijke transportfaciliteiten. In beide gevallen heeft de officier recht op repatriëring op kosten van de werkgever met inbegrip van het vervoer van zijn/haar persoonlijke bagage met een maximum van 40 kg. Indien de werkgever of de officier de contractuele reisduur op grond van voormelde bepalingen wenst te beëindigen, moet hij/zij de andere partij hiervan ten minste twee (2) weken voor de aankomst in de eerstvolgende haven die het schip zal binnenlopen, in kennis stellen.

Indien de periode van vier (4) maanden een einde neemt in een niet-Europese haven en het schip in een Europese haven binnen de maand verwacht wordt, dan mag de werkgever de contractuele reisduur verlengen tot bij aankomst in de Europese haven.

Indien het schip voor het verstrijken van de periode van vier (4) maanden een Europese haven aandoet, en naar een niet-Europese bestemming vertrekt, mag na drie (3) maanden een einde gesteld worden aan de contractuele reisduur en gelden de bepalingen van paragraaf 1 inzake vooropzeg, kosten van repatriëring en vervoer van bagage.

Indien de periode van vier (4) ononderbroken maanden aan boord op verzoek van de werkgever met meer dan twee (2) weken overschreden wordt, wordt het basisloon zoals vermeld in kolom 1 van de bijgevoegde loonroosters verhoogd met 10% vanaf de 135<sup>e</sup> kalenderdag.

Art. 5. Iedere betaalde dag vaart geeft recht op een kalenderdag vakantie. De vakantie wordt in volledige dagen opgenomen in het 7-dagenstelsel zonder dat het aantal verlofdagen hoger kan zijn dan het aantal effectief behaalde vaartdagen.

Hiermee voldoet de werkgever aan al zijn wettelijke verplichtingen inzake verlof, feestdagen en jaarlijkse vakantie.

Art. 6. De toetredingsakte, waarvan het model in bijlage, dient per aangetekend schrijven overgemaakt te worden door de werkgever aan de voorzitter van het paritair comité voor de koopvaardij, en gaat in op datum van het éénparig gunstig advies van het paritair comité. Bij gebrek aan advies van het paritair comité voor de koopvaardij binnen de 30 dagen na ontvangst van de toetredingsakte, wordt deze geacht goedgekeurd te zijn.

Art. 7. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten voor onbepaalde tijd en gaat in op 1.11.2015.

Ze vervangt

- de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 mei 2003 (reg.nr. 67331 - geregistreerd op 4.9.2003.
- de collectieve arbeidsovereenkomst van 24 oktober 2011 (reg nr. 106863 – geregistreerd op 14.11.2011.

Elk der ondertekenende partijen kan ze opzeggen met inachtneming van een opzegtermijn van zes maanden.

Deze opzegging wordt bij een ter post aangetekende brief aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de koopvaardij en aan elk van de ondertekenende partijen betekend. De termijn van zes maanden begint te lopen vanaf de datum waarop de aangetekende brief aan de voorzitter is gestuurd.

**Federale overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal overleg**  
**Administratie van de Collectieve Arbeidsbetrekkingen**

**PARITAIR COMITE VOOR DE KOOPVAARDIJ**

TOETREDINGSAKTE BIJ DE CAO VAN 22 OKTOBER 2015 BETREFFENDE DE VASTSTELLING VAN DE LOONSVOORWAARDEN VOOR STAFFOFFICIEREN INGESCHREVEN OP DE POOLLIJST ZOALS BEDOELD IN ARTIKEL 1BIS, 1° VAN DE BESLUITWET VAN 7 FEBRUARI 1945 EN TEWERKGESTELD DOOR EEN BELGISCHE MAATSCHAPPIJ OP EEN "EQUAL TERMS" BASIS

De onderneming :

Gevestigd te :

KBO/ BTW nr. :

Ingeschreven bij de Hulp- en Voorzorgskas voor Zeevarenden

treedt hiermee toe tot de CAO van 22.10.2015 betreffende vaststelling van de loonsvoorwaarden voor stafofficieren ingeschreven op de Poollijst zoals bedoeld in artikel 1 bis, 1° van de Besluitwet van 7 februari 1945 en tewerkgesteld door een Belgische Maatschappij op een "equal terms" basis voor volgende schepen .....

.....  
 .....  
 .....  
 .....  
 .....

De onderneming verbindt er zich toe alle bepalingen van deze overeenkomst strikt na te leven.

Opgesteld te .....

Handtekening .....

Naam, voornaam en functie .....  
 ondertekenaar

Vak voorbehouden voor de administratie

Het paritair comité voor de koopvaardij heeft kennis genomen van de toetredingsaanvraag hierboven vermeld en heeft tijdens zijn vergadering van ..... een éénparig gunstig advies gegeven.

Voorzitter Paritair Comité voor de Koopvaardij

## NIEUWE LOONSTRUCTUUR


**OFFICIEREN - EQUAL TERMS**  
**1.11.2015**

CARGO		1	2	3	4	5	6
		Basisloon	uurloon	150%	Zondag 8U	Zondag 9U	Lumpsum zee
<b>KAPITEIN</b>							
-3000 Brl		4.175,14	24,70		24,70		3.348,00
-9000 Brl		5.063,80	29,96		29,96		3.856,11
+9000 Brl		5.989,32	35,44		35,44		4.383,83
<b>1e WTK</b>							
-3001 Kw		3.991,56	23,62		23,62		3.220,06
-5000 Kw		4.837,91	28,63		28,63		3.704,13
+5000 Kw		5.719,52	33,84		33,84		4.206,16
<b>1e OFF/2e WTK/AUTOM.OFF</b>							
-3000 Brl	-3001 Kw	3.266,86	19,33		19,33		2.957,80
-9000 Brl	-5000 Kw	3.769,62	22,31		22,31		3.343,46
+9000 Brl	+5000 Kw	4.271,55	25,28		25,28		3.724,94
<b>TANKERS</b>							
<b>KAPITEIN</b>							
-3000 Brl		4.560,44	26,98		26,98		3.309,73
-9000 Brl		5.537,97	32,77		32,77		3.809,84
+9000 Brl		6.556,04	38,79		38,79		4.327,97
<b>1e WTK</b>							
-3001 Kw		4.358,51	25,79		25,79		3.195,40
-5000 Kw		5.289,49	31,30		31,30		3.659,17
+5000 Kw		6.259,26	37,04		37,04		4.153,67
<b>1e OFF/2e WTK/AUTOM.OFF</b>							
-3000 Brl	-3001 Kw	3.561,34	21,07		21,07		2.928,98
-9000 Brl	-5000 Kw	4.114,37	24,35		24,35		3.309,35
+9000 Brl	+5000 Kw	4.666,49	27,61		27,61		3.685,72

**Diplomavergoeding**

De officieren die een hoger STCW certificaat bezitten dan vereist voor de rang die ze bekleden, krijgen hiervoor een vergoeding ten belope van 120,00 € per maand uitgekeerd.

**Uniform**

Indien de rederij het dragen van een uniform voorschrijft aan de officieren, zal hen hiervoor een maandelijkse vergoeding van 90,57 € per maand uitgekeerd.

FORMULE JAARLIJKSE INDEXVERHOOGING VERGOEDINGEN

1. Het gezondheidsindexcijfer van de maand januari van het lopende jaar wordt afgetrokken van het gezondheidsindexcijfer van de maand oktober van het lopende jaar.

$$\begin{array}{r} \text{Gezondheidsindexcijfer oktober} \\ - \text{ Gezondheidsindexcijfer januari} \end{array}$$

(x)

2. Vervolgens wordt dit resultaat op 12 maanden gebracht :

$$\frac{(x) \times 12 \text{ maanden}}{10 \text{ maanden}} = (y)$$

De totale indexverhoging voor het afgelopen jaar is hiermee gekend (y).

3. De totale indexverhoging dient vervolgens uitgedrukt te worden in een percentage waarmee de vergoeding moet verhoogd worden met ingang van de maand januari van het volgende jaar :

$$\frac{(y) \times 100}{\text{Gezondheidsindexcijfer januari lopende jaar}} = \text{percentage indexverhoging lopende jaar}$$

-----